



Réunion d'experts

Evaluation du processus de l'intégration régionale
de l'Union du Maghreb Arabe (UMA)
sur la Convention de Sécurité Sociale de
l'UMA et la politique de la migration

Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique
Bureau pour l'Afrique du Nord

**Mot du Ministre de l'Emploi et des Affaires
Sociales présenté par la Directrice de la
Protection Sociale des Travailleurs**

Madame la Directrice du Bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord

Messieurs les représentants du Secrétariat général de l'UMA

Mesdames et Messieurs les experts.

Permettez-moi de vous remercier, Madame la Directrice, d'avoir bien voulu organiser cet atelier dédié à la mise en œuvre de la convention de sécurité sociale de l'UMA et à la prise en compte de la migration dans les stratégies de développement dans la région maghrébine.

Mes remerciements s'adressent également au Secrétariat général de l'UMA pour sa contribution à l'organisation de cet atelier.

A ceux parmi vous qui sont venus de loin je souhaite la bienvenue au Maroc et salue chaleureusement leur présence.

Il va sans dire, Mesdames et Messieurs, que les thématiques qui nous réunissent aujourd'hui ne sont pas seulement au cœur de l'actualité sociale dans notre région, mais constituent, surtout, deux composantes essentielles de ce qui devrait être notre feuille de route commune pour construire un espace régional social intégré.

Conscient de l'importance que revêt la sécurité sociale dans la réalisation des objectifs de l'UMA et de son impact positif sur la mobilité des citoyens maghrébins à des fins de développement économique et social, celle-ci a initié en 1991 la Convention Maghrébine de Sécurité Sociale.

Depuis l'adoption de cet instrument, il y a 22 ans, la sécurité sociale dans nos pays a connu, bien qu'à des degrés différents, des sauts qualitatifs et quantitatifs importants tant en ce qui concerne les branches de sécurité sociale couvertes qu'au niveau de la population qui en bénéficie.

Mais parallèlement à cette évolution positive, nos pays doivent relever des défis de taille concernant particulièrement, la pérennité des systèmes de protection sociale et l'élargissement de leur champ personnel.

La couverture universelle est un défi à l'échelle de la planète comme en témoigne le débat mondial, sur la façon d'atteindre l'universalité en matière

de protection sociale et qui a conclu à la nécessité de mettre en place des socles de protection sociale universelle.

Autant dire que l'examen de la mise en œuvre de la convention maghrébine de sécurité sociale vient au moment opportun non seulement pour faire le point sur l'état d'avancement de son application, mais, surtout pour identifier les pistes d'action possibles pour relancer sa révision dans la perspective d'y intégrer les solutions à apporter aux défis précités : la pérennisation et l'universalité.

Nous sommes persuadés que les recommandations auxquelles nous aboutirons au terme des travaux de cet atelier ne manqueraient pas de nous orienter dans notre quête commune d'un dispositif maghrébin de protection sociale actualisé, en phase avec les attentes des citoyens maghrébins et favorisant surtout la mobilité des travailleurs et leur mobilisation en faveur d'une dynamique économique et sociale intégrée.

C'est dans cet esprit que le Ministère de l'Emploi et des Affaires Sociales souscrit, d'ores et déjà, à toute initiative proposée et à toute recommandation en matière de protection sociale susceptible de donner un élan renforcé au processus de construction de notre espace régional.

Mesdames et Messieurs

On ne peut traiter la question de la mobilité des travailleurs et des arrangements institutionnels à mettre en place sans la lier à un cadre plus global intégrant la question de la migration dans les stratégies et les politiques nationales de développement.

Il est temps, en effet, de nous doter d'une vision stratégique commune tenant compte des changements structurant qu'a connus notre région.

La migration est, désormais, reconnu, comme vecteur de développement tant pour les pays d'accueil que pour les pays d'origine. Nous sommes tous à la fois, à quelques exceptions, pays émetteurs et de destination. Nous sommes, en conséquence, appelés à assumer ce nouveau statut en en tirant le meilleur profit pour notre développement économique et social.

Pour ce faire, le Maroc a toujours plaidé en faveur d'une politique migratoire globale humaine basée sur le respect de la dignité humaine et des principes et droits fondamentaux de l'homme tels qu'ils découlent des conventions internationales applicables en la matière.

C'est dans cet esprit qu'une nouvelle politique migratoire vient d'être lancée par Sa Majesté le Roi. Elle vise, sur la base des principes précités, à mettre en place un cadre institutionnel, réglementaire et des mesures concrètes garantissant le respect effectif des droits des immigrés en matière d'accès au logement, à l'éducation aux soins de santé et à l'emploi. Il s'agit en particulier des réfugiés et demandeurs d'asile et des personnes en situation vulnérable.

Mesdames et Messieurs, avant de clore ce mot de bienvenue, je souhaiterai saluer à cet égard les travaux réalisés par la CEA dans le domaine de la migration et la féliciter en particulier pour l'étude qu'elle a réalisée, en collaboration avec l'OIM, sur la prise en compte de la problématique de la migration dans les politiques et stratégies de développement dans les pays d'Afrique du Nord.

Cette étude constitue, indéniablement, un outil important, et une source riche d'informations qui éclaireront nos décisions, nos stratégies et nos programmes de gestion de la question migratoire.

En vous remerciant pour votre aimable attention, je souhaite plein succès aux travaux de cet atelier.